

NE PAS PUBLIER AVANT
20H00 LE 15 JUIN 1974

VÉRIFIER AU MOMENT DU DISCOURS

STATEMENT DISCOURS



NOTES POUR UN DISCOURS DU
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX
AFFAIRES EXTÉRIEURES,
MONSIEUR MITCHELL SHARP,
À LA RÉUNION ANNUELLE
DU COMITÉ CANADIEN POUR
L'UNICEF, TORONTO,
LE 15 JUIN 1974

(TRADUCTION)

C'est pour moi une joie et un honneur d'avoir été invité à la réunion annuelle du Comité canadien pour l'UNICEF. L'UNICEF a toujours occupé une place particulière au sein de la famille des organismes des Nations unies. Elle représente certainement l'une des initiatives les plus réussies qui aient marqué, en matière de coopération internationale, la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Sa réussite est attribuable en grande partie, je crois, à l'intérêt que, dans de nombreux pays, des organismes nationaux réunissant des particuliers, comme le Comité canadien pour l'UNICEF, ont porté à ses programmes, et au travail intensif qui a été accompli afin de gagner à sa cause un vaste appui du public.

L'UNICEF aura bientôt 30 ans. Cela peut sembler jeune aux yeux de certains d'entre nous, mais dans l'arène internationale, c'est un âge fort respectable. L'UNICEF fut à l'origine d'un fonds de secours, mais il apparut très vite qu'elle comblait un besoin à longue échéance et qu'il lui fallait un mandat d'une durée indéterminée pour continuer sa tâche.

Ce qui m'a toujours plu particulièrement dans le cas de l'UNICEF, c'est son ouverture sur l'avenir, le fait qu'elle soit axée sur l'enfance, sur ceux qui demain hériteront de notre monde. Le second aspect de l'UNICEF qui exerce pour moi un grand attrait, c'est son caractère bénévole. Tout en s'appuyant sur les contributions de différents États pour une importante partie de son budget, elle reçoit néanmoins une aide généreuse de la part des particuliers qui, dans de nombreux pays, s'intéressent à ses objectifs et travaillent énergiquement en sa faveur.

Dès ses débuts d'ailleurs, les Canadiens, tant à titre privé qu'à titre officiel, ont contribué dans une très large mesure à sa réussite. Nous avons au milieu de nous ce soir une dame particulièrement distinguée qui, parmi d'autres carrières et activités, a exercé les fonctions de sous-directeur de l'UNICEF durant bien des années, après avoir représenté le Canada au sein du Conseil exécutif de cet organisme. Je veux parler de M^{me} Adelaïde Sinclair.

Comme je m'occupe depuis nombre d'années des affaires étrangères, je suis conscient de l'absolue nécessité, au Canada, d'une sensibilisation plus grande au monde qui existe hors de nos frontières, à ses problèmes et à ses besoins. J'ai été très heureux de constater une évolution marquée en ce sens au cours des dernières années. Ce sont des organismes comme le Comité canadien pour l'UNICEF qui ont éveillé l'intérêt des Canadiens à ce qui se passe en dehors de notre pays et de notre continent.

Depuis sa création, l'UNICEF a dû affronter les terribles réalités de la malnutrition et de la maladie, sort apparemment inéductible d'une multitude d'enfants de par le monde. Tout récemment, nous avons été amenés à prendre conscience de l'acuité croissante du

problème de l'alimentation de populations toujours plus nombreuses avec des ressources qui ne sont pas, comme nous avons eu jadis tendance à le croire, illimitées. Faute d'une coopération et d'une gestion intelligente, à l'échelle mondiale, de nos ressources alimentaires et autres, même la génération qui vient pourra se trouver devant le problème de famine massive.

Les symptômes sont évidents depuis déjà bon nombre d'années. Il y a bien eu des moments d'optimisme, à la suite, notamment, de la "révolution verte" où, grâce à l'emploi de meilleures semences, des engrais et de nouvelles techniques agricoles, on a amélioré énormément la productivité de nombreux pays. Nous avons assisté toutefois à une hausse rapide de la population qui a plus que fait contrepois à ces gains. Et nous avons vu combien la "révolution verte" est elle-même vulnérable quand l'eau et les engrais lui manquent. Même les ressources apparemment inépuisables des océans ont été gravement atteintes; certaines espèces de poissons sont menacées à la suite d'une exploitation excessive et de méthodes de conservation insuffisantes ou inexistantes. Dans la région du Sahel, sur laquelle s'est étendue l'emprise du Sahara, la sécheresse a tué le bétail et acculé des peuples entiers à la famine, la malnutrition ou une carence alimentaire qui mine leur vitalité et leurs forces créatives. Je reparlerai dans quelques instants de cette situation catastrophique.

Il semble malheureusement vrai que le monde ne réagit devant les problèmes que sous l'impact d'une secousse cosmique qui, l'arrachant enfin à son inertie, le propulse, avec suffisamment de force, vers une action constructive. Le choc qui semble avoir déclenché la recherche d'une solution a été la guerre d'octobre dernier au Moyen-Orient, conflit qui fut suivi d'une réduction des approvisionnements en pétrole et d'une détérioration marquée d'un système commercial et monétaire déjà déficient.

En 1974, pour la première fois le monde a, en quelque sorte procédé à l'inventaire de ses ressources et a jeté les bases d'une coopération mondiale fondée sur la perception plutôt tardive de l'intérêt commun qu'ont les membres de la collectivité humaine à faire face aux conséquences qu'une demande croissante pour des ressources industrielles et alimentaires limitées.

Le Canada a plus de chance que beaucoup d'autres pays. Nous possédons une assez bonne part des ressources industrielles du globe par rapport à notre population relativement faible. Nous pouvons aussi cultiver nombre de produits alimentaires, en quantités supérieures à nos besoins. Cependant, cette situation privilégiée ne nous autorise pas à vivre confortablement à l'abri de la misère, de la famine, du surpeuplement et de l'insuffisance de ressources qu'a aggravés d'une façon si tragique dans d'autres pays l'inflation actuelle. Nous devons jouer notre rôle, qu'il s'agisse de dresser l'inventaire, de gérer les ressources mondiales ou de s'entendre sur une juste répartition de ces ressources à des prix légitimes, selon le principe d'une juste rétribution du travail et des investissements.

En début d'année, se réunissait à Rome, sans grande fanfare, le Comité des vingt, ministres des Finances de différents pays, afin de discuter du système monétaire et commercial. La discussion s'est poursuivie ensuite à Washington où les grands pays industrialisés se sont réunis pour envisager une action commune face à la crise pétrolière.

Il y a eu des critiques au sujet de la manière dont la réunion a eu lieu et de l'ordre du jour limité qui avait d'abord été proposé. Le Canada a souscrit à certaines des réserves formulées et je suis heureux d'annoncer que l'on projette maintenant d'amorcer le dialogue avec les grands exportateurs de pétrole.

L'étape suivante eut lieu à New York au mois d'avril. Lors d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, on discuta du vaste problème des matières premières et de leur incidence sur le développement.

Cette session extraordinaire de l'Assemblée générale était essentiellement une réunion politique. On ne pouvait attendre d'elle l'élaboration de plans d'action détaillés. Cette tâche incombera aux nombreux organismes spécialisés des Nations unies qui ont accumulé à cet égard un riche fonds de connaissances et d'expérience.

L'Assemblée générale a été, cependant, l'enceinte où se sont exprimées les pensées et les aspirations des pays moins développés. Les pays industrialisés ont pu, eux aussi, présenter leur point de vue et exposer ce qui devait être fait, à leur avis, pour remettre sur pied le système commercial et monétaire international. Certaines des idées avancées par les pays du premier groupe ont pu sembler aller un peu loin au premier abord, et être peu pratiques. Mais l'expérience montre que l'inacceptable un jour est enseigné comme dogme le lendemain.

Il est nécessaire d'équilibrer à l'échelle mondiale les besoins des pays industrialisés et ceux des pays moins développés, les besoins des exportateurs et ceux des importateurs, catégories qui sont loin d'être imperméables l'une à l'autre, car les grandes lignes de démarcation classiques sont devenues floues. La situation du Canada en est un exemple. Nous sommes une nation industrialisée ainsi qu'un pays producteur de matières premières. Notre propre expérience nous conduit à appuyer les notions de souveraineté nationale sur les ressources naturelles, de contrôle du développement en fonction des priorités nationales, d'établissement de principes directeurs nationaux pour les entreprises internationales qui exercent des activités sur notre territoire.

La plupart des positions énoncées à la session extraordinaire seront examinées en détail, au sein d'autres forums, pendant les mois à venir. Il est toutefois un point sur lequel s'est nettement fait l'unanimité: le besoin d'aide d'urgence aux pays les plus durement atteints par la hausse rapide des prix du pétrole. Ce sont essentiellement les pays très peuplés qui ont peu de ressources exportables et des moyens insuffisants pour nourrir leur population. À la session extraordinaire,

le Canada a annoncé pour sa part, entre autres mesures d'aide et de secours, un apport spécial d'une valeur de 100 millions de dollars, fourni principalement sous la forme de denrées alimentaires et d'engrais et destiné aux pays dont la balance des paiements a le plus gravement souffert de la crise.

La prochaine étape de ce cheminement critique que nous entrevoyons maintenant est la Conférence mondiale de la population qui doit se réunir en août à Bucarest. Les problèmes qu'elle évoque suscitent toujours beaucoup d'émotions et de passions. Néanmoins, la question reste entière, et de surcroît se fait de plus en plus pressante. Combien d'êtres humains la terre peut-elle nourrir? La Conférence de Bucarest n'apportera certes pas la réponse définitive, mais elle constituera un autre pas vers une conception mondiale de notre avenir.

Par la suite, au mois de novembre, se réunira à Rome une Conférence alimentaire mondiale sous l'égide de la FAO. (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture). À cette réunion, il sera question de survie de la façon la plus simple et la plus directe - Vous qui travaillez pour l'UNICEF depuis de nombreuses années savez exactement ce que je veux dire.

Mis à part l'effet qu'a pu avoir la dislocation du système commercial et monétaire, en grande partie attribuable tout autant aux interventions de l'homme qu'à son indécision, la sécheresse qui afflige divers pays africains situés en bordure du Sahara a atteint des proportions catastrophiques. Dans certaines parties de la région du Sahel, il n'y a pas eu de pluie ou presque pas depuis nombre d'années. De plus, cette année les pluies annuelles ne sont pas tombées sur d'autres régions de l'Afrique centrale, particulièrement à l'Est, en Ethiopie et en Tanzanie.

Le Canada a déjà contribué généreusement aux mesures internationales de secours prises pour pallier la sécheresse. Il a fourni des secours d'une valeur d'environ 14 millions de dollars par la voie de divers programmes internationaux. Il ne suffit pas toutefois d'apporter ces secours essentiels. Comment peut-on contenir l'avance du désert et que doit-on faire pour les centaines de milliers de personnes qui ont perdu les terres dont elles tiraient leur subsistance?

Nul n'est entièrement sûr des réponses à donner à ce problème - Ce qui est clair, c'est qu'il faudra du temps, une action concertée et de l'argent pour arrêter, puis pour faire reculer ce fléau. Pour cette raison, le gouvernement du Canada a élaboré un programme visant à contribuer au redressement de la région sahélienne. Au total, 230 millions de dollars seront dépensés sur une période de cinq ans.

Deux autres contributions ont été faites plus tôt cette année: une somme de \$400,000 à la F.A.O., qui coordonne les secours d'urgence pour la région d'Afrique atteinte par la sécheresse et par la famine et \$400,000 au programme spécial de secours de l'UNICEF dans cette même région.

Le travail de l'UNICEF a cet égard consiste à forer des puits dans la région. Celle-ci possède en effet de l'eau souterraine que l'on peut facilement capter si l'on met en oeuvre les connaissances techniques que l'UNICEF a acquises précisément dans ce domaine depuis bon nombre d'années. Non seulement ces puits seront-ils d'un précieux secours pour les habitants de la région et leurs troupeaux, mais ils auront un puissant effet sociologique du fait qu'ils contribuent à fixer les populations nomades, permettant ainsi à leurs gouvernements de les doter d'écoles, de moyens d'échange et de leur inculquer la saine habitude d'une agriculture qui ne s'exerce pas uniquement en surface et à un niveau de subsistance.

Je félicite L'UNICEF pour ce genre de planification réfléchie et intelligente.

D'ailleurs, l'UNICEF a déjà démontré sa prévoyance en ne s'appuyant pas entièrement sur les contributions officielles des gouvernements pour le financement de ses activités. En premier lieu, le fait de réunir une bonne partie de ses fonds est un facteur d'indépendance.

De plus, les contributions du public prêchent l'exemple à l'Etat. Des subventions gouvernementales viennent appuyer, parfois dans une mesure importante, les initiatives que met en oeuvre le Comité canadien de l'UNICEF au moyen du fonds qu'il réserve à des affectations spéciales. L'appui du public a en outre incité les gouvernements successifs à augmenter la contribution normale du Canada à l'UNICEF. Cette dernière est en effet passée de \$1,112,000 en 1969 à \$2,500,000 en 1974. Je compte pouvoir promettre une nouvelle augmentation pour 1975 à la Conférence d'annonce des contributions qui doit avoir lieu en novembre.

Pour conclure, il nous faut reconnaître que la situation alimentaire dans le monde n'a jamais été aussi grave. Les gouvernements commencent à s'attaquer à des tâches qui demandent une collaboration à l'échelle mondiale. Mais la victoire ne pourra être acquise sans l'appui entier des citoyens engagés.

Le Comité canadien pour l'UNICEF a un rôle particulier à jouer; vous comprenez les exigences énormes de la tâche à accomplir et vous vous devez d'assurer au rôle du Canada dans ce grand processus mondial l'appui qu'il mérite.

Je ne vous parle pas de charité ou d'esprit de bon voisinage: je parle strictement de survie.